NORDLITT Vendredi 15 novembre Page: 4/5

CÔTE D'OPALE

15/11/2019

SOCIAL

Une grève à l'hôpital pour un électrochoc

Laurent GEUMETZ LAURENT GEUMETZ



Drapeaux rouges et mobilisation des militants de la CGT et des grévistes hier matin devant la porte de l'hôpital, sans que l'accès à l'établissement soit perturbé.

La CGT et la CFDT ont relayé hier, chacune à sa manière, l'appel national à la mobilisation dans les hôpitaux publics. A Calais aussi, les moyens manquent, rappellent les grévistes.

A la mi-journée, la CGT annonçait un taux de grévistes de 13%. Mais quel que soit le chiffre, chacun s'accorde, dans son coin et à son niveau, à dire que les moyens manquent au centre hospitalier de Calais comme dans tous les hôpitaux de France. Hier, une journée nationale d'action syndicale était mise en place pour rappeler ce constat et pour exiger des solutions. « Un s'attend à une fin d'année difficile, la direction est appelée pour une réunion à l'Agence régionale de santé, l'ARS »,

souligne Séverine Vasseur, secrétaire de section CGT. Que sortira-t-il de cette réunion ? L'annonce que les budgets sont ce qu'ils sont et que des efforts ont déjà été faits en remettant la main à la poche. « Des miettes, râle la CGT. Concrètement, une prime a été accordée aux urgences mais dans le même temps on ne reconnaît pas le travail de nos manipulateurs en radiologie!» Ce service aussi relayait la grève, hier. « Au printemps, on nous a supprimé les brancardiers mais on n'a pas trop su pour quelles raisons, fulmine une manipulatrice, sur le piquet de grève à l'entrée de l'hôpital. On souffre du dos, on n'est pas considéré comme des soignants, on n'a le droit à rien. »

Pas de prime pour eux, et incertitude sur la prime de fin d'année pour l'ensemble des hospitaliers, désormais versée en février. « On ne peut pas laisser dire n'importe quoi, rectifie Catherine Meyns, secrétaire de section CFDT du centre hospitalier. On a entendu dire qu'elle risquait d'être échelonnée sur plusieurs mois, mais c'est faux. On en a eu l'assurance, elle sera bel et bien versée en février. »

« On s'attend à un déficit de 5 millions cette année. »

Une autre prime va passer à la trappe. Le présentéisme ne sera pas récompensé. Une prime, exceptionnelle, a été mise en place au centre hospitalier pour bonifier les agents si le taux d'absentéisme sur l'ensemble de l'établissement - un peu plus de 1 700 personnes - est inférieur à 8 %. « Ce ne sera pas le cas cette année », craint Catherine Meyns. Car les conditions de travail sont telles, selon les syndicats, que les arrêts de travail pour raison de santé repartent à la hausse.

« Les gens n'en peuvent plus, reprend Séverine Vasseur. Et le comble, c'est que notre principale revendication ne porte pas sur des créations de postes mais sur... le maintien des postes existants I »

RENDEZ-VOUS À PARIS LE 5 DÉCEMBRE

Ainsi, sur les structures annexes, autres que l'établissement principal, des postes d'agents techniques ont été supprimés et ce sont désormais les soignants qui doivent par exemple surveiller les stocks des rouleaux de papier toilette. Les mesures passent mal. « On a fait une pétition pour ces maintiens de postes, note Grégory Lescieux, l'un des bras droits de Séverine Vasseur à la CGT, on avait plus de 150 signatures chez les résidants et en psychiatrie. »

Le syndicat pronostique un déficit 2019 de l'ordre de 5 millions, une somme qui semble conséquente mais faible par rapport au budget général annuel de l'établissement - environ 130 millions - et par rapport à d'autres établissements de la région qui dépassent les 20 millions de déficit. Les syndicats ont affûté leurs chiffres et leurs arguments en vue de la manifestation nationale organisée à Paris le 5 décembre. Des bus calaisiens monteront à l'assaut de la capitale et du ministère de la Santé.

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)